

THEME 1- COMPRENDRE UN REGIME POLITIQUE : LA DEMOCRATIE

ACTIVITE 9 : LES CAUSES DE LA CHUTE DE LA DEMOCRATIE CHILIENNE EN 1973



Compétences travaillées :

Comprendre une situation historique
Prélever des informations dans des documents de natures variées
Organiser ses idées, faire un plan correspondant à une problématique
Travail en binôme

Activité en binôme

Durée : 2h

ETAPE 1 : COMPRENDRE LE CONTEXTE

Consigne : Lisez d'abord cette contextualisation historique qui s'appuie sur des documents du manuel.

1) L'arrivée au pouvoir de Salvador Allende sur fond de guerre froide (p.62-63)

Il faut d'abord replacer ces événements dans le contexte de la guerre froide : les Etats-Unis, défenseurs du modèle capitaliste libéral, disputent l'hégémonie (domination) sur le monde à l'URSS qui prône le communisme. Ces deux hyperpuissances ne s'affrontent jamais directement mais par alliés interposés. C'est une longue lutte d'influence qui dure de 1947 à 1991 : cf. cours sur la guerre du Vietnam.

1 p. 62 : Les Etats-Unis ont toujours considéré l'Amérique comme leur **chasse-gardée** (territoire qu'ils se réservent) et souhaitent contrôler le continent, ce qui explique de **nombreuses interventions plus ou moins secrètes (rôle de la CIA) pour soutenir des coups d'Etat et des dictatures en Amérique latine qui empêchent l'arrivée au pouvoir de communistes**. Cuba a constitué pour eux un échec avec la prise de pouvoir de Fidel Castro qu'ils ne sont pas arrivés à évincer.

Le Chili connaît un régime démocratique depuis 1925 (constitution républicaine, démocratique, libérale) : fonctionnement normal avec des élections régulières et une alternance politique.

4 p.63 : En décembre 1969, se forme une sorte de front populaire afin de soutenir la candidature de Salvador Allende : 6 partis de gauche (de l'extrême gauche au centre gauche chrétien) s'allient pour former l'Unité Populaire (UP). Cette coalition est traversée par de nombreux courants.

Qui est Salvador Allende ? médecin dans les bidonvilles, il est proche des classes populaires. Il confonde le Parti Socialiste chilien en 1933 pour trouver des solutions aux problèmes sociaux du pays. Député, sénateur, ministre, il échoue à trois reprises à la présidentielle avant 1969.

5 p.63 : Le 4 septembre 1970 ont lieu des élections présidentielles qui ne donnent à Allende qu'une très courte longueur d'avance (36% des voix) devant le candidat conservateur Alessandri (35%). Selon la constitution, c'est au Congrès National (assemblée législative) de désigner le président en fonction des résultats.

3 p.62 : Cette assemblée est elle-même très divisée.

5 p.63 : Elle subit à la fois la pression des Etats-Unis pour nommer Alessandri et celle de la population qui manifeste pour la nomination d'Allende. C'est finalement ce dernier qui est choisi, sans toutefois avoir la majorité au Congrès. Il a donc une incontestable légitimité démocratique (il a gagné les élections), mais sa position est très fragile.

Salvador Allende est le 1^{er} homme politique à vouloir mettre en place un système fondé sur le socialisme (communisme) à arriver au pouvoir de façon démocratique. Il suscite énormément d'espoir.

2) Les transformations économiques et sociales lancées par Allende (p.64-65)

Le président socialiste Salvador Allende, inspiré par les idées de Karl Marx (1 p.65), met en place dès son arrivée au pouvoir des réformes (les « 40 mesures ») qui visent à répartir les richesses de manière plus égalitaire dans le pays : doc. 3 p.65 :

- L'Etat prend le contrôle de l'économie par la nationalisation de 300 grandes entreprises (elles deviennent propriété d'Etat), notamment tout le secteur du cuivre, principal produit d'exportation, mais aussi le secteur bancaire, celui de la sidérurgie etc. : toutes ces entreprises nationalisées sont baptisées « L'Aire de propriété sociale ». Il organise une réforme agraire (redistribution des terres après expropriation des plus gros propriétaires). Il accepte une hausse des salaires et un gel des prix (éviter l'inflation, la montée des prix).
- L'Etat met en place de grandes réformes sociales : santé publique, éducation (notamment programme en faveur des classes populaires et ouvertures de classes dans les quartiers défavorisés, distribution de fournitures scolaires), logement (programme pour loger les plus défavorisés), droit au divorce, lait gratuit pour les bébés...

4 et 5 p.65 : analyse d'un historien sur les réformes d'Allende

Parallèlement, Allende cherche à démocratiser le fonctionnement économique du pays en mettant en place un système de cogestion qui incite les syndicats à participer aux décisions économiques de l'Etat, et les salariés des entreprises nationalisées à la gestion de celles-ci.

ETAPE 2 : TRAVAILLER SUR LA CHUTE DU REGIME D'ALLENDE SOUS LA FORME D'UNE DISSERTATION EN S'APPUYANT SUR UN DOSSIER DOCUMENTAIRE

Consigne : Trouvez une problématique et réalisez un plan détaillé (grandes parties, sous parties, tirets avec des exemples ; pas de rédaction) répondant au sujet : « Les causes de l'échec de Salvador Allende en 1973 ». Pour mieux comprendre la situation et trouver des arguments, vous vous appuyerez sur le dossier documentaire ci-dessous (les pages 66-67 du manuel peuvent apporter des informations complémentaires).

Doc. A- Le point de vue d'un diplomate français

« Le concours matériel apporté par la CIA à l'organisation de l'assassinat fait désormais d'autant moins de doute que, [...] dans le film *Le Dernier Combat* de Salvador Allende, Paul Wimert, attaché militaire des États-Unis au moment des faits, confesse très tranquillement, dans une interview, avoir remis aux comploteurs armes et argent. Le Président Gérald Ford devait, pour sa part, vendre définitivement (en 1977) la mèche. [...] Non seulement reconnut-il explicitement la participation active de la CIA dans la chute d'Allende, mais encore revendiqua-t-il le droit de son pays à contribuer au renversement de gouvernements constitutionnels étrangers s'ils venaient à afficher des tendances jugées, par lui, inacceptables. Quitte à avoir recours à la corruption et à la violence. »

Source : Antoine Blanca, *Salvador Allende. L'autre 11 septembre*, éditions Bruno Leprince, 2003. Cité dans le manuel HGGSP 1^{ère} Nathan

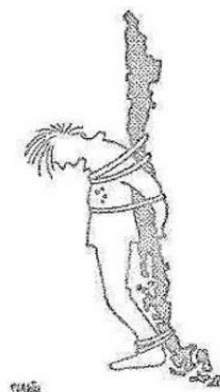
Doc. B- Le point de vue d'un sociologue et géopoliticien

Tandis que le gouvernement d'Allende est contesté par l'extrême-gauche qui lui reproche la timidité de ses mesures, ses opposants de droite organisent un grand mouvement de grève visant à déstabiliser le régime.

« Les hostilités commencent le 11 octobre [1972], avec la grève illimitée proclamée par la corporation des transporteurs routiers [...]. Se joignent à cette « grève », dans les jours qui suivent, les commerçants de détail dès le 13 puis l'ordre des médecins, des architectes, des avocats ; les syndicats d'employés de banques et pratiquement toutes les associations de professionnels de « classe moyenne » [...]. Finalement les patrons des usines tentent à leur tour d'arrêter la production [...]. Face à cette situation, le gouvernement procède à des réquisitions [...]. L'intervention de l'État dans une série de services et d'entreprises est décidée. [...] À partir du 15 octobre, les collectifs ouvriers prennent en main la production et organisent la sécurité contre les attentats terroristes qui se multiplient contre les installations. »

Source : *Le Chili sous Allende*, présentation par Alain Joxe, © Éditions Gallimard, « Archives », 1974. Cité dans le manuel HGGSP 1^{ère} Nathan

Doc. C- Le point de vue des caricaturistes



Doc. D- Le coup d'état en photos



Palais présidentiel assiégé



Des opposants à la dictature enfermés dans le stade de Santiago



Rue de Santiago au moment du coup d'Etat



Le général Augusto Pinochet le jour du coup d'Etat

Doc. E- Le point de vue de la presse : extraits du quotidien français *Sud-ouest*, numéro du 12 septembre 1973

LE président Salvador Allende se serait suicidé : telle est la première nouvelle qui est parvenue cette nuit du Chili après le coup d'Etat fomenté par une junte militaire contre le gouvernement de gauche, qui dirigeait le pays depuis le 3 novembre 1970.

Allende se serait donné la mort au palais de la Moneda, parce qu'il ne voulait pas se rendre aux forces militaires qui venaient de renverser son gouvernement d'union populaire, trois ans presque jour pour jour après son arrivée au pouvoir.

Les auteurs de ces informations — des journalistes chiliens — affirment avoir vu le cadavre du président de la République, ainsi que celui du journaliste Agusto Olivarez, qui avait été invité, avec soixante-cinq autres dirigeants de gauche et d'extrême gauche, députés, sénateurs, ministres et hauts fonctionnaires du gouvernement, à se rendre aux forces armées.

La junte comprend : le général Agusto Pinochet, commandant en chef des trois armes; le général Gustavo Leigh, commandant en chef des forces aériennes; le vice-amiral José Toribio Medina, commandant en second de la marine, et le général des carabiniers (police militaire), Cesar Mendoza.

La junte militaire affirme qu'elle a dû recourir à cette « intervention indésirable » pour préserver les « valeurs » qui constituent les piliers des institutions chiliennes et « qui étaient en butte à des attaques grossières ». « Nous voulons rendre au Chili la place qu'il mérite comme nation libre et souveraine, en empêchant qu'une dictature de gauche ne s'impose à notre patrie. »

C'est à l'aube, dans le port de Valparaíso, qu'a éclaté le coup d'Etat.

Il était environ 8 h 30 (12 heures G.M.T.) lorsque le président Allende apprit que l'infanterie de marine contrôlait le principal port chilien situé à 120 km à l'ouest de la capitale. Il se rendit au palais présidentiel de la Moneda, en plein centre de la ville, et s'adressa au peuple par radio pour lui demander de se mobiliser sur les lieux de travail, dans les entreprises et les usines nationalisées.

Vers 9 heures, des unités de l'armée de terre occupèrent la place qui entoure le palais et les rues adjacentes, tandis que d'autres militaires et des carabiniers s'employaient à neutraliser les édifices stratégiques et à en prendre le contrôle.

Le palais présidentiel devait « tomber » aux premières heures de l'après-midi, après un violent tir de chars et des piqués d'avions de chasse qui ont lancé des roquettes sur l'édifice, dont une partie a été détruite.

La « faillite »

Cette intervention militaire, qui était en quelque sorte attendue depuis plusieurs jours, risque de plonger ainsi les 10 millions de

Chiliens dans la guerre civile, et elle pourrait aboutir à l'instauration au Chili d'un gouvernement autoritaire, dominé par l'armée, à l'exemple de la plupart des autres pays sud-américains.

Les généraux, qui avaient pourtant été appelés par M. Allende à partager le pouvoir politique avec la coalition de gauche, n'ont, semble-t-il, rien eu de plus pressé que de quitter l'équipe de M. Allende, quinze jours après y être entrés.

La longue hésitation des militaires chiliens, partagés entre le respect du pouvoir politique librement élu et les craintes que leur inspirait la « faillite » du régime Allende, a ainsi pris fin. Cette « faillite » est pour l'armée aussi bien économique, avec une inflation qui atteint le taux annuel effarant de 350 %, une pénurie de denrées, notamment alimentaires, que ce pays relativement prospère n'avait jamais connue, que politique avec d'incessantes grèves, comme celles des camionneurs et des commerçants, et une agitation politique, ponctuée d'attentats, qui ne pouvait aux yeux des militaires qu'être la preuve de l'échec de l'expérience marxiste au Chili.

Un an de crise

DEPUIS que Salvador Allende était arrivé au pouvoir le 4 novembre 1970, le Chili a connu une vie politique agitée qui avait pris, en août 1972, l'aspect d'une véritable épreuve de force entre le gouvernement et l'opposition.

21 AOUT 1972 : Violentes manifestations des groupes de droite. Les femmes manifestent en frappant sur des casseroles pour protester contre la pénurie alimentaire. Grève de vingt-quatre heures des commerçants. L'état d'urgence est décrété dans la province de Santiago.

9 OCTOBRE 1972 : Grève des transporteurs routiers qui protestent contre la création d'une entreprise étatique de transports. Le 13 octobre, grève des commerçants. L'état d'urgence est proclamé dans vingt-quatre des vingt-cinq provinces.

2 NOVEMBRE 1972 : Après la démission collective du cabinet, le 30 octobre, un nouveau gouvernement est formé, avec la participation de trois officiers supérieurs. La grève des transporteurs et des commerçants se terminera trois jours plus tard, le 5 novembre.

6 MARS 1973 : Elections : l'opposition centriste et de droite conserve la majorité dans les deux assemblées mais n'atteint pas la majorité des deux tiers requise au Sénat pour le renversement d'Allende.

19 AVRIL 1973 : Grève des mineurs d'El Teniente (la plus

grande mine de cuivre du pays). L'état d'urgence sera déclaré le 5 mai dans la région de Santiago et des mines de cuivre.

27 JUIN 1973 : Nouvel état d'urgence à la suite d'une tentative d'attentat contre le général Carlos Prats.

29 JUIN 1973 : Echec d'un coup d'Etat militaire. L'armée n'a pas suivi. Majoritaire au Parlement, l'opposition refuse le 2 juillet au président Allende les pleins pouvoirs qu'il avait demandés.

30 JUIN 1973 : L'état d'urgence est étendu à tout le Chili, qui passe ainsi sous le contrôle des militaires.

3 JUILLET 1973 : Fin de la grève des mineurs d'El Teniente, après soixante-quatorze jours et fin de l'état d'urgence. Tous les membres du gouvernement démissionnent. La nouvelle équipe, formée le 5 juillet, ne comporte aucun militaire.

25 JUILLET 1973 : Le président Allende propose d'engager un dialogue avec l'opposition centriste. Les démocrates-chrétiens acceptent et exigent la participation des militaires au pouvoir.

26 JUILLET 1973 : Nouvelle grève des transporteurs routiers.

27 JUILLET 1973 : Assassinat de l'aide de camp du président Allende, Arturo Araya Marin, par un commando d'extrême-droite.

9 AOUT 1973 : Un nouveau gouvernement est constitué avec la participation de quatre chefs militaires. Grèves et actions terroristes se poursuivent.

18 AOUT 1973 : Démission du général Ruiz, ministre des transports.

21 AOUT 1973 : Outre les transporteurs, commerçants et médecins font la grève pour quarante-huit heures (500 000 grévistes).

22 AOUT 1973 : La Chambre des députés adopte une motion qualifiant d'illégale la coalition de gauche et enjoint aux militaires de choisir entre l'exécutif et le législatif.

23 AOUT 1973 : Le général Prats démissionne de ses postes de ministre de la défense et de commandant en chef de l'armée.

28 AOUT 1973 : Vingt-deuxième remaniement ministériel en trente-trois mois : trois militaires qui ne disposent pas de commandements majeurs au sein de l'armée sont nommés à des postes techniques.

4 SEPTEMBRE 1973 : Manifestation de masse à Santiago pour le troisième anniversaire de la venue au pouvoir de l'Union populaire.

8 ET 9 SEPTEMBRE 1973 : Alors que les éléments d'extrême-gauche sont traqués par la police de la marine et que les grèves se durcissent, le président Allende propose à nouveau un rapprochement avec les démocrates-chrétiens. En cas de refus, il envisage un plébiscite.